

« **La démolition de la démocratie en Inde affectera le monde entier** »

Appel dramatique au monde sur la nazification de l'Inde

jeudi 12 octobre 2023, par [ROY Arundhati](#) (Date de rédaction antérieure : 14 septembre 2023).

Nous publions de larges extraits de l'intervention de l'écrivaine et intellectuelle Arundhati Roy, à l'occasion de la réception du 45^e Prix Charles-Veillon 2023, le Prix européen de l'Essai. Il lui a été décerné pour l'ensemble de son œuvre, à l'occasion de la publication de *Azadi - Liberté, fascisme, fiction* (Paris, Gallimard, 2021, trad. Irène Margit).

Je remercie la Fondation Charles Veillon de m'avoir honoré du Prix européen de l'essai 2023. (...) Étape par étape, la descente de l'Inde vers un régime majoritariste (même si certains y voient une ascension), fut défini, pour ensuite évoluer vers le fascisme à part entière. Oui, nous continuons à organiser des élections et, pour cette raison, afin de garantir une circonscription fiable, le message de suprématisme hindou du parti au pouvoir, le Bhartiya Janata, a été diffusé sans relâche auprès d'une population de 1,4 milliard de personnes.

Par conséquent, les élections sont devenues une saison de meurtres, de lynchages et de messages codés attisant la haine - la période la plus dangereuse pour les minorités indiennes, les musulmans et les chrétiens en particulier. Ce ne sont plus seulement nos dirigeants que nous devons craindre, mais toute une partie de la population. La banalité du mal, la normalisation du mal se manifestent désormais dans nos rues, dans nos salles de classe, dans de très nombreux espaces publics. La presse grand public, les centaines de chaînes d'information en continu, ont été exploitées pour la cause du majoritarisme fasciste. La Constitution indienne a été effectivement mise de côté. Le Code pénal indien est en cours de réécriture. Si le régime actuel obtient la majorité en 2024, il est très probable que nous verrons une nouvelle Constitution.

Il est très probable que le processus de ce que l'on appelle la « délimitation », - une réorganisation des circonscriptions - ou le « gerrymandering » - comme on l'appelle aux États-Unis - aura lieu, donnant plus de sièges parlementaires aux États de langue hindi du nord de l'Inde où le BJP a sa base. Cela suscitera un grand ressentiment dans les États du sud et risque de balkaniser l'Inde. Même dans le cas improbable d'une défaite électorale, le poison suprémaciste est profond et a compromis toutes les institutions publiques censées superviser les freins et contrepoids. À l'heure actuelle, il n'y en a pratiquement aucun, à l'exception d'une Cour suprême affaiblie et minée.

Se taire était aussi politique que s'exprimer

(...) Mon premier livre s'intitulait « Le Dieu des petites choses », un roman publié en 1997. C'était le 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Inde du colonialisme britannique. (...) La privatisation et l'ajustement structurel étaient l'hymne du libre marché. L'Inde prenait place à la table haute. Mais ensuite, en 1998, un gouvernement nationaliste hindou dirigé par le BJP est arrivé au pouvoir. La première chose qu'il fit fut de procéder à une série d'essais nucléaires. (...) Le discours public a soudainement changé.

À l'époque, alors que je venais de remporter le Booker Prize pour mon roman (...). J'étais en couverture de grands magazines. Je savais que si je ne disais rien, on supposerait que j'étais d'accord avec tout cela. J'ai alors compris que se taire était aussi politique que s'exprimer. J'ai compris que prendre la parole serait la fin de ma carrière de princesse-fée du monde littéraire. Plus que cela, j'ai compris que si je n'écrivais pas ce que je pensais, quelles que soient les conséquences, je deviendrais mon pire ennemi et je n'écrirais peut-être plus jamais. Alors, j'ai écrit, pour sauver mon écriture. Mon premier essai, « La fin de l'imagination », a été publié simultanément dans deux grands magazines à grand tirage, Outlook et Frontline.

J'ai immédiatement été qualifiée de traître et d'antinational. J'ai reçu ces insultes comme des lauriers, non moins prestigieux que le Booker Prize. Cela m'a lancé dans un long voyage d'écriture sur les barrages, les rivières, les déplacements, les castes, les mines, la guerre civile - un voyage qui a approfondi ma compréhension et a entrelacé ma fiction et ma non-fiction de telle sorte qu'elles ne peuvent plus être séparées.

Lorsque les essais ont été publiés pour la première fois (...), ils ont été considérés avec une méfiance funeste, du moins dans certains milieux, souvent par ceux qui n'étaient même pas nécessairement en désaccord avec la politique. (...) On m'a sévèrement sermonné (principalement par des hommes de caste supérieure) sur la façon d'écrire, les sujets sur lesquels je devais écrire, et le ton que je devais adopter.

Mais dans d'autres endroits - appelons-les à l'écart des autoroutes - les essais ont été rapidement traduits dans d'autres langues indiennes, imprimés sous forme de brochures, distribués gratuitement dans les forêts et les vallées fluviales, dans les villages attaqués, sur les campus universitaires où les étudiants en avaient marre de se faire mentir. Parce que ces lecteurs, en première ligne, déjà brûlés par le feu qui se propage, avaient une tout autre idée de ce qu'est ou devrait être la littérature.

Le moment BBC-Hindenburg

(...) Au cours des 20 dernières années, le libre marché et le fascisme, ainsi que la soi-disant presse libre, ont valsé ensemble pour amener l'Inde à un endroit où elle ne peut en aucun cas être qualifiée de démocratie. En janvier de cette année, deux événements se sont produits qui illustrent cela d'une manière que rien d'autre ne pourrait probablement le faire. La BBC a diffusé un documentaire en deux parties intitulé « Inde : la question Modi » et, quelques jours plus tard, une petite société américaine appelée Hindenburg Research, spécialisée dans le journalisme militant d'enquête sur ce que l'on appelle « *la vente à découvert* ». Elle a publié ce que l'on appelle aujourd'hui le *Rapport Hindenburg*, un exposé détaillé d'actes répréhensibles choquants concernant la plus grande entreprise indienne - le groupe Adani.

Le moment BBC-Hindenburg a été décrit par les médias indiens comme rien de moins qu'une attaque contre les tours jumelles de l'Inde - le premier ministre Narendra Modi et le plus grand industriel indien, Gautam Adani, qui était, jusqu'à récemment, le troisième homme le plus riche du monde. (...)

Le 30 août, le *Guardian* et le *Financial Times* ont publié des articles basés sur des documents incriminants obtenus par l'*Organized Crime and Corruption Reporting Project* qui étayaient davantage le rapport Hindenburg. Les agences d'enquête indiennes et la plupart des médias indiens ne sont pas en mesure d'enquêter ou de publier ces histoires. Lorsque les médias étrangers le font, il est alors facile, dans l'atmosphère actuelle de pseudo-hypernationalisme, de le présenter comme une attaque contre la souveraineté indienne.

The Modi Question

L'épisode 1 du film de la BBC « The Modi Question » porte sur le pogrom antimusulman de 2002 qui a fait rage dans l'État du Gujarat après que les musulmans eurent été tenus responsables de l'incendie d'un wagon de chemin de fer au cours duquel 59 pèlerins hindous ont été brûlés vifs. Modi avait été nommé - et non élu - ministre en chef de l'État quelques mois seulement avant le massacre. Le film ne raconte pas seulement le meurtre, mais aussi le voyage de 20 ans que certaines victimes ont parcouru à travers le système juridique labyrinthique de l'Inde, gardant la foi, espérant obtenir justice et reddition des comptes politiquement. (...) L'un des autres massacres - qui ne figure pas dans le film - était le viol collectif de Bilkis Bano, 19 ans, et le meurtre de 14 membres de sa famille, dont sa fille de 3 ans. En août dernier, le jour de l'Indépendance, alors que Modi s'adressait à la nation sur l'importance des droits des femmes, son gouvernement, le même jour, a gracié les violeurs assassins de Bilkis et de sa famille, condamnés à la prison à vie.

(...) Le gouvernement Modi a interdit le film. Toutes les plateformes de médias sociaux se sont conformées à l'interdiction et ont supprimé tous les liens et références à celle-ci. Quelques semaines après la sortie du film, les bureaux de la BBC ont été encerclés par la police et perquisitionnés par les agents du fisc.

Le Rapport Hindenburg

Le rapport Hindenburg accuse le groupe Adani de s'être livré à un « stratagème éhonté de manipulation boursière et de fraude comptable » qui, grâce au recours à des entités-écran offshore, a artificiellement surévalué ses principales sociétés cotées et gonflé la valeur nette de son président. Selon le rapport, sept des sociétés cotées d'Adani sont surévaluées de plus de 85%. Modi et Adani se connaissent depuis des décennies. Leur amitié s'est consolidée après le pogrom du Gujarat en 2002.

À l'époque, une grande partie de l'Inde, y compris les entreprises indiennes, était horrifiée par le massacre ouvert et les viols massifs de musulmans organisés dans les rues des villes et villages du Gujarat par des bandes d'autodéfense hindoues en quête de « vengeance ». Gautam Adani se tenait aux côtés de Modi. Avec un petit groupe d'industriels gujarati, il met en place une nouvelle plateforme d'hommes d'affaires. Ils ont dénoncé les critiques de Modi et l'ont soutenu alors qu'il se lançait dans une nouvelle carrière politique en tant que « Hindu Hriday Samrat », l'empereur des cœurs hindous. C'est ainsi qu'est né ce que l'on appelle le modèle de « développement » du Gujarat : un nationalisme hindou violent soutenu par l'argent des grandes entreprises.

En 2014, après trois mandats en tant que ministre en chef du Gujarat, Modi a été élu premier ministre de l'Inde. Il s'est rendu à sa cérémonie d'investiture à Delhi dans un jet privé avec le nom d'Adani inscrit sur le corps de l'avion. Au cours des neuf années du mandat de Modi, Adani est devenu l'homme le plus riche du monde. Sa richesse est passée de 8 milliards de dollars à 137 milliards de dollars. Rien qu'en 2022, il a gagné 72 milliards de dollars, soit plus que les revenus combinés des neuf prochains milliardaires du monde réunis. Le groupe Adani contrôle désormais une douzaine de ports maritimes qui représentent le mouvement de 30% du fret indien, sept aéroports qui accueillent 23% des passagers aériens indiens, et des entrepôts qui détiennent collectivement 30% des céréales indiennes. Ce groupe possède et exploite des centrales électriques qui sont les plus grands producteurs d'électricité privés du pays.

Oui, Gautam Adani est l'un des hommes les plus riches du monde, mais si vous regardez son déploiement lors des élections, le BJP n'est pas seulement le parti politique le plus riche de l'Inde, mais peut-être même le plus riche du monde. En 2016, le BJP a introduit le système d'obligations électorales pour permettre aux entreprises de financer des partis politiques sans que leur identité ne soit rendue publique. Il est devenu le parti qui détient de loin la plus grande part du financement des

entreprises. Il semblerait que les tours jumelles de l'Inde aient un sous-sol commun. (...)

Macron et Biden célèbrent Modi

En juillet, Modi s'est rendu aux États-Unis pour une visite d'État, et en France en tant qu'invité d'honneur le 14 juillet. Pouvez-vous même commencer à croire cela ? Macron et Biden l'ont célébré de la manière la plus embarrassante, sachant très bien que cela se transformerait en or pur de propagande de campagne aux élections générales de 2024, au cours desquelles Modi se présentera pour un troisième mandat. Il n'y a rien qu'ils n'auraient pas su sur l'homme qu'ils embrassaient.

Ils auraient dû connaître le rôle de M. Modi dans le pogrom du Gujarat. Ils auraient dû être au courant de la régularité écœurante avec laquelle les musulmans sont lynchés en public, de la manière dont certains lyncheurs ont été accueillis avec des guirlandes par un membre du cabinet de M. Modi, et du processus précipité de ségrégation et de ghettoïsation des musulmans. Ils auraient dû être au courant de l'incendie de centaines d'églises par des milices hindoues.

Ils étaient au courant du harcèlement exercé contre des hommes politiques de l'opposition, des étudiants, des militants des droits de l'homme, des avocats et des journalistes, dont certains ont été condamnés à de longues peines de prison, des attaques contre les universités par la police et des nationalistes hindous présumés, de la réécriture des manuels d'histoire, de l'interdiction de films, la fermeture d'Amnesty International Inde, le raid contre les bureaux indiens de la BBC, les activistes, les journalistes et les critiques du gouvernement placés sur de mystérieuses listes d'interdiction de vol, et la pression exercée sur les universitaires, indiens et étrangers.

Ils auraient su que l'Inde se classe désormais au 161^e rang sur 180 pays au Classement mondial de la liberté de la presse, que bon nombre des meilleurs journalistes indiens ont été chassés des médias grand public et que les journalistes pourraient bientôt être soumis à un régime réglementaire de censure, dans lequel un organisme nommé par le gouvernement aura le pouvoir de décider si les reportages et les commentaires des médias sur le gouvernement sont faux ou trompeurs. Et à la nouvelle loi informatique conçue pour mettre fin à la dissidence sur les réseaux sociaux.

Ils auraient été au courant des violents groupes de justiciers hindous armés d'épées qui appellent régulièrement et ouvertement à l'anéantissement des musulmans et au viol des femmes musulmanes.

Ils auraient dû être au courant de la situation au Cachemire, qui a été soumis à partir de 2019 à une coupure de communication pendant des mois - la plus longue coupure d'Internet dans une démocratie - et dont les journalistes sont harcelés, arrêtés et interrogés. Personne au XXI^e siècle ne devrait avoir à vivre comme ils le font, avec une botte sur la gorge.

Ils auraient été au courant de la loi modifiant la citoyenneté adoptée en 2019, qui discrimine ouvertement les musulmans, des manifestations massives qu'elle a déclenchées et de la façon dont ces manifestations n'ont pris fin l'année suivante qu'après que des dizaines de musulmans eurent été tués par des foules hindoues à Delhi (qui, incidemment) a eu lieu alors que le président Donald Trump était en ville pour une visite d'État et dont il n'a pas prononcé un mot). Ils auraient dû savoir comment la police de Delhi avait forcé de jeunes hommes musulmans grièvement blessés qui gisaient dans la rue à chanter l'hymne national indien tout en les poussant et en leur donnant des coups de pied. L'un d'eux est décédé par la suite.

Ils auraient su qu'au même moment où ils fêtaient Modi, des musulmans fuyaient une petite ville de l'Uttarakhand, dans le nord de l'Inde, après que des extrémistes hindous affiliés au BJP ont marqué des X sur leurs portes et leur ont donné l'ordre de partir. On parle ouvertement d'un Uttarakhand

« sans musulmans ». Ils auraient su que sous la direction de Modi, l'État de Manipur, au nord-est de l'Inde, a sombré dans une guerre civile barbare. Une forme de nettoyage ethnique a eu lieu. Le Centre est complice, le gouvernement de l'État est partisan, les forces de sécurité sont divisées entre la police et d'autres sans aucune chaîne de commandement. Internet a été coupé. Les actualités mettent des semaines à filtrer.

À Manipur, où fait rage la guerre civile, la police, entièrement partisane, a livré deux femmes à une foule pour qu'elles soient promenées nues dans un village puis violées collectivement. L'une d'elles a vu son jeune frère se faire assassiner sous ses yeux. Les femmes appartenant à la même communauté que les violeurs se sont tenues aux côtés des violeurs et ont même incité leurs hommes au viol.

Dans le Maharashtra, un officier armé des forces de protection des chemins de fer a marché dans le couloir d'un train, tirant sur des passagers musulmans et appelant les gens à voter pour Modi.

Un justicier hindou extrêmement populaire, souvent photographié en train de côtoyer des politiciens et des policiers de haut rang a appelé les hindous à participer à une marche religieuse dans une colonie à majorité musulmane densément peuplée. Il est le principal accusé du meurtre de deux jeunes musulmans attachés à un véhicule et brûlés vifs en février.

La ville de Nuh jouxte Gurgaon, où de grandes sociétés internationales ont leurs bureaux. Les hindous en marche portaient des mitrailleuses et des épées. Les musulmans se sont défendus. Comme on pouvait s'y attendre, la marche s'est terminée dans la violence. Six personnes ont été tuées. Un imam de 19 ans a été massacré dans son lit, sa mosquée vandalisée et incendiée. La réponse de l'État a été de détruire au bulldozer toutes les colonies musulmanes les plus pauvres et de forcer des centaines de familles à fuir pour sauver leur vie.

Le fascisme réel

Je viens de regarder une petite vidéo glaçante filmée dans une salle de classe d'une petite école. L'enseignante place un enfant musulman près de son bureau et demande au reste des élèves, des garçons hindous, de s'approcher un à un et de le gifler. Elle réprimande ceux qui ne l'ont pas frappé assez fort. Jusqu'à présent, les hindous du village et la police ont fait pression sur la famille musulmane pour qu'elle ne porte pas plainte. Les frais de scolarité du garçon musulman ont été remboursés et il a été retiré de l'école.

Ce qui se passe en Inde n'est pas une simple variété de fascisme sur Internet. C'est le fascisme réel. Nous sommes devenus des nazis. Pas seulement nos dirigeants, pas seulement nos chaînes de télévision et nos journaux, mais aussi de vastes pans de notre population. Un grand nombre de la population hindoue indienne qui vit aux États-Unis, en Europe et en Afrique du Sud soutient les fascistes tant politiquement que matériellement. Pour le bien de nos âmes et pour celui de nos enfants et des enfants de nos enfants, nous devons nous lever. Peu importe que nous échouions ou réussissions. Cette responsabilité n'incombe pas uniquement à nous en Inde. Bientôt, si Modi gagne en 2024, toutes les voies de dissidence seront fermées. Aucun d'entre vous dans cette salle ne doit prétendre qu'il ne savait pas ce qui se passait.

J'ai essayé d'expliquer, mais je n'ai pas fait un très bon travail. Parfois, j'ai besoin d'écrire pour réfléchir. Alors je l'ai écrit pour elle sur une serviette en papier. Voici ce que j'ai écrit : « Aimer. Être aimé. Pour ne jamais oublier votre propre insignifiance. Ne jamais s'habituer à la violence indicible et à la vulgaire disparité de la vie qui vous entoure. Chercher la joie dans les endroits les plus tristes. Pour poursuivre la beauté jusqu'à son antre. Ne jamais simplifier ce qui est compliqué ni compliquer ce qui est simple. Respecter la force, jamais la puissance. Surtout à regarder. Pour

essayer de comprendre. Ne jamais détourner le regard. Et ne jamais, jamais oublier. »

Arundhati Roy

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Entre les lignes entre les mots

<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2023/10/01/la-demolition-de-la-democratie-en-inde-affectera-le-monde-entier/>